

Brevet d'incapacité

- Editorial -

Date de mise en ligne : mardi 28 juillet 2009

Madagascar-Tribune.com

Sans aucun doute, pas moins de 95% des Malgaches ne s'intéresse que de manière très superficielle à la politique. C'est un sujet dont on ne discute qu'avec les membres de sa toute proche famille, ou avec des amis très soigneusement sélectionnés, et encore en prenant tout un luxe de précautions.

On peut s'en féliciter, en se disant que cette situation préserve la majorité de la population de passions qui pourraient être explosives, et l'on peut s'en plaindre, car cela permet aux dirigeants de faire avaliser bien des incongruités peu acceptables. Il reste que ce manque d'intérêt est réel, et est largement dû à une vie quotidienne qui impose ses priorités immédiates : se nourrir, se loger, envoyer les enfants à l'école.

Dès le mois de Mars, il paraissait clair en tout cas qu'Andry Rajoelina allait s'efforcer de rétablir une certaine normalité pour obtenir une légitimité minimum. Nous [écrivions alors](#) que Andry Rajoelina avait parié sur tous ceux qui pensent que l'origine et la couleur du chat importent peu, pourvu que celui-ci tue les souris. Et dans le contexte politique actuel, chacun a tendance à voire la majorité silencieuse à sa porte.

Sur certains points, un semblant de normalité a été effectivement rétabli à Antananarivo. La violence a reculé. Les manifestations du Magro n'empêchent pas la machine administrative de tourner. Les encombrements de circulation d'Antananarivo ont repris comme de coutume. Sur les médias, les publicités ont également retrouvé leur volume habituel ; restaurants et promoteurs y vantent entre autres spectacles et soirées cabarets, nous prouvant que l'ambiance de couvre-feu fait bien partie du passé.

La sécurité et la propreté de la ville sont dégradées, mais cela n'empêche pas la population de manifester son envie de vivre en faisant fi de tous les régimes politiques.

Dans les régions, la normalité est encore plus évidente. Il s'y est passé assez peu de choses, et si on met à part le secteur touristique, les traces des événements de cette année y sont encore plus ponctuelles que dans la capitale.

Les examens de fin d'année auraient du être une preuve supplémentaire d'un retour au calme.

Le régime de transition n'avait pas ménagé les moyens pour en assurer la réussite, veillant en particulier à ce que les récriminations saisonnières des enseignants sur le non-paiement des indemnités de correction des copies ne se renouvellent pas. À Antananarivo, où la menace des bombes artisanales crée une certaine tension, le pré-déploiement massif des forces de l'ordre (4 policiers par centre d'examen) doit assurer sécurité et sérénité des candidats et de leurs parents.

On se demande donc, quel éléphant dans un magasin de porcelaine a pris l'initiative de gâcher ces belles apparences en composant le sujet de malgache du BEPC [\[1\]](#) ? Le sujet de la rédaction était tout ce qu'il y a de plus polémique : « *Misy ezaka ataon'ny Fitondrana Tetezamita hampandrosoana haingana ny firenena amin'izao fotoana izao. Inona avy ireo ezaka ireo araka ny hevitrao ? Tohano amina ohatra mazava izany ao anaty fehezanteny dimy ambin'ny folo, manaraka rafitra sy drafitra ka tsy ahitana tsipelina diso* ». Traduction libre : « des efforts sont actuellement menés par le pouvoir de Transition pour développer rapidement le pays. Quels sont ces efforts ? Développez votre sujet en 15 phrases bien structurées et sans faute d'orthographe, incluant des exemples clairs. »

Pourquoi pas la rédaction d'une hagiographie de Andry Rajoelina tant qu'on y était ? Voilà qui en tout cas a largement ruiné bien des efforts de ladite Transition pour atteindre une certaine respectabilité.

On imagine les affres de nos candidats. Certains en ont perdu une bonne partie de leurs moyens. Pour répondre à

un tel sujet, parfaitement hors programme, valait-il mieux aller dans le sens du poil ou tenter de faire oeuvre d'originalité ?

Pour bon nombre d'élèves dans les régions, le choix était de toute manière limité : ils ne pouvaient s'appuyer que sur le matériau fourni par la Radio Nationale et Televiziona Malagasy, seuls médias à la portée de leurs oreilles et de la bourse de leurs parents.

Beaucoup auront sans doute prudemment choisi de taire leurs opinions. Ignorant quelle pourrait être la sensibilité politique de l'enseignant qui aurait la charge de corriger leur copie, ils auront tenté de se limiter à narrer de manière aussi neutre que possible quelques généralités sur l'organisation des différentes assises et sur les engagements en matière de calendrier électoral. À la pause de midi, tous les candidats devaient en tout cas croiser les doigts, espérant qu'aucun mot ne provoquerait la foudre d'un correcteur dont on ignorait s'il serait pro-TGV, pro-TIM, pro-Arema ou pro-CRN.

Certains de ces correcteurs se remémorent sans doute les années où eux-mêmes avaient eu à composer sur l'idéologie du Djoutché. La plupart se souviennent encore de l'époque où on les enrôlait dans les rangs du TIM Éducation. On espère que, puisque le sujet était avant tout un sujet de malgache, nos enseignants choisiront tous d'accorder plus d'importance à la syntaxe et à l'orthographe des copies qu'à tout autre chose. Car surtout présentée d'une manière aussi obséquieuse, l'histoire immédiate n'est certainement pas un bon sujet académique, et l'on décernera aux auteurs de ce choix calamiteux un brevet d'incapacité, voire une mise en examen pour abêtissement de la jeunesse.

[1] Brevet de fin d'études du premier cycle de l'enseignement secondaire.